

Philippe Foro, *Une longue saison de douleur et de mort. L'affaire Aldo Moro*, Paris, Vendémiaire, 2011.

Roberto Colozza

Ce livre aborde l'un des événements majeurs de l'histoire récente italienne : l'enlèvement et l'assassinat du leader de la Democrazia cristiana (DC) Aldo Moro par un commando des Brigades rouges, le groupe terroriste de gauche le plus important des années 1970 en Italie. L'ouvrage s'insère dans le sillage de travaux scientifiques qui contribuent à historiciser et « refroidir » le phénomène-terrorisme, longtemps « confié » aux témoignages, aux scoops, aux polémiques. Certes, des tentatives de mise au point historiographique ont été produites très tôt et il existe déjà une histoire partielle de leur genèse culturelle et de leurs résultats scientifiques¹. Toutefois, la distance temporelle des événements a stimulé ces dernières années une approche plus détachée et féconde d'un objet politique encore chaud. Pour ne citer que les exemples plus récents de cette littérature, il faut rappeler, côté français, l'ouvrage collectif dirigé par Marc Lazar² ; côté italien, les contributions d'Angelo Ventrone et de son élève Guido Panvini³.

Philippe Foro choisit une démarche résolument vulgarisatrice – il n'y ni notes ni index des noms – qui s'accompagne d'une écriture fluide et fraîche. La bibliographie finale, très sélective, offre un aperçu des ouvrages de référence italiens et français, et des sources utilisées. S'adressant à un public français, l'auteur introduit son sujet par deux chapitres visant à expliquer le contexte politique et social dans lequel s'insère l'épisode central. Les deux chapitres suivants affrontent la narration des faits qui se déroulent entre le 16 mars 1978, jour de l'enlèvement de Moro, et le 13 mai 1978, quand une messe solennelle à sa mémoire est célébrée par le pape Paul VI dans la cathédrale de Rome, Saint-Jean-de-Latran. La tripartition thématique du livre est conclue par deux chapitres consacrés aux débats fleuris autour de la fin violente de Moro : c'est ce que l'auteur appelle l'« affaire Moro » à proprement parler. C'est la partie la plus intéressante du livre, car elle catalogue les différentes hypothèses sur les commanditaires effectifs de l'action terroriste.

Les services secrets italiens et étrangers (CIA, KGB, Mossad), les couches conservatrices du gouvernement, le réseau paramilitaire clandestin Gladio, la loge maçonnique P2, la mafia sicilienne, l'organisation criminelle romaine dite *banda della Magliana...* : autant d'acteurs auxquels on a attribué un intérêt à la mort de Moro, ou bien une coresponsabilité dans les opérations qui l'ont causée. Dans ce pays de mystères qu'est l'Italie, il n'est pas surprenant qu'un événement si grave ait suscité tant de soupçons et de « théories du complot ». Il existe d'ailleurs un néologisme italien – *dietrologia* – pour indiquer ironiquement la « science » s'occupant des vérités cachées derrière (*dietro*) l'apparence extérieure des faits. Il s'agit d'un mot au

¹ Giovanni Mario Ceci, « Interpretazioni del terrorismo: il primo dibattito scientifico italiano (1977-1984) », *Mondo contemporaneo*, 3, 2009.

² Marc Lazar (dir.), *L'Italie des années de plomb*, Paris, Autrement, 2010.

³ Angelo Ventrone (dir.), *I dannati della rivoluzione. Violenza politica e storia d'Italia negli anni Sessanta e Settanta*, Macerata, EUM, 2010 ; Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa. La violenza politica nell'Italia degli anni Sessanta e Settanta*, Torino, Einaudi, 2009.

grand succès, crée pendant les années de plomb pour stigmatiser l'attitude parfois fantaisiste des détecteurs des trames. Il est resté dans le langage public national et est encore utilisé dans le monde politique et journalistique avec une acception dérisoire et accusatoire. Produit de succès d'un *Made in Italy* atypique, la *dietrologia* a dépassé les confins nationaux pour débarquer en France, où elle s'est adaptée à la phonétique locale se métamorphosant en « diétrologie ». Qu'elle soit ou non justifiée, la *dietrologia* reste un phénomène social qui a des racines profondes. Elle vient d'une absence, elle vient du manque de confiance de l'opinion publique italienne pour les versions officielles fournies par les autorités autour des épisodes majeurs, et souvent tragiques, de l'histoire nationale.

En ce sens, l'affaire Moro représente une blessure ouverte dans la conscience collective des Italiens. Non seulement parce qu'elle démontra la vulnérabilité des sommets institutionnels, mais parce qu'elle révéla l'ambiguïté des institutions mêmes et des hommes chargés de les défendre. Agression sans précédent au cœur de l'État, la séquestration d'Aldo Moro engendra une série de doutes sur l'image de la classe politique républicaine propres à jeter une ombre sur la solidité même de la raison d'État en tant qu'instrument de tutelle de la démocratie. La *strategia della fermezza* (stratégie de la fermeté) en fut un symbole. On indique avec cette expression l'attitude rigide des responsables politiques censés gérer les offres de négociations des Brigades rouges : on refusa aux terroristes tout échange de prisonniers et tout droit à la négociation. Cela fut-il la résistance acharnée d'un État qui se voulait d'autant plus fort qu'il se sentait faible ? Ou bien l'abandon d'un homme, d'un collègue, d'un ami à son destin tragique au nom d'une fin inconcevable ?

La fille de Moro, Agnese, a déclaré qu'au-delà des non-dits et des secrets présumés l'affaire Moro interroge la légitimité démocratique de la raison d'État (p. 150). C'est une interprétation que l'auteur partage (p. 197) et qui nous pousse à approfondir le point. Dans la figure du prisonnier Moro se concentraient les dimensions de l'homme dans la plénitude de ses fonctions affectives – mari, père de famille, ami – et du politicien au niveau le plus haut de sa carrière – homme d'État et stratège du gouvernement. Le conflit entre son destin privé et sa représentativité publique n'aurait pas pu être plus intense. Le sacrifice de Moro sur l'autel du salut étatique est donc aussi le point d'arrivée d'une conception de l'État fortement centraliste, voire autoritaire, indirectement stimulée par le siège constant des forces révolutionnaires.

L'attaque des Brigades rouges contre Aldo Moro marque l'apogée de la lutte radicale entre l'État et la gauche terroriste en Italie. Ce fut une lutte féroce, symptomatique de la faiblesse profonde des institutions nationales et du caractère palingénétique d'une grande partie du « progressisme » politique italien. La séquestration de Moro est moins un épisode contingent et extrême que la preuve d'une caractéristique de longue durée de l'histoire unitaire italienne. Indissolublement imbriquées l'une dans l'autre, l'idée nationale italienne et les idéologies antinationales ont représenté les pôles autour desquels s'est définie la conception de la citoyenneté et de la conscience démocratique en Italie. La puissance et les abus de l'une ont nourri le revanchisme des autres ; le consensus acquis par celles-ci a amenuisé le charisme de celle-là, la contraignant à une autodéfense qui est allée parfois au-delà du licite. L'affaire Moro illustre parfaitement cette dynamique.

Les années 1980 conduisirent graduellement la société civile au ralliement autour des institutions. Mais ce ne fut pas une adhésion sans contrepartie. De moins en moins centraliste et programmateur, l'État républicain fut traversé par des tendances

jusqu'alors minoritaires ou inconnues du débat public : les mouvements politiques régionaux et autonomistes dans le Nord ; les premiers signes de la revanche du patronat industriel face au monde ouvrier ; la montée d'un individualisme croissant dans l'économie et dans la conception du travail. Ces phénomènes se vérifiaient sous la houlette institutionnelle d'une figure politique qui deviendra le symbole de cette décennie : Bettino Craxi, leader du Partito socialista italiano (PSI) et président du Conseil des ministres de 1983 à 1987.

Bettino Craxi lui-même avait incarné la ligne « humanitaire » lors de la séquestration d'Aldo Moro. Comme le souligne Philippe Foro (p. 149), l'attitude de Craxi relève à la fois de la stratégie politique et de la sensibilité culturelle face au pouvoir. Décider de ne pas immoler Moro avait à ses yeux deux atouts : défendre la spécificité socialiste contre l'alliance DC-PCI, véritable pilier de la *strategia della fermezza* ; protéger une vision de l'État dans laquelle le sauvetage d'une vie ne valait pas moins que la défense de l'intégrité institutionnelle du système. Juste ou faux, c'était un pas vers la désacralisation de l'État et la personnalisation du pouvoir. Contre le parlementarisme traditionnel de l'histoire républicaine italienne, Bettino Craxi allait inaugurer une gestion charismatique de la fonction gouvernementale, réévaluant la figure du Premier ministre, valorisant sa puissance communicative, accentuant son rapport direct et émotif avec la base populaire.

L'ouvrage de Philippe Foro s'arrête à la veille de ces changements, mais il les suggère à travers des réflexions ponctuelles développées surtout dans la partie conclusive du travail. C'est l'ambition de ce livre de proposer un examen descriptif des éléments clés de l'affaire Moro, sans jamais renoncer à les discuter mais sans alourdir la narration par une attitude trop essayiste. L'opération est réussie, le plaisir de la lecture n'entrave en effet pas l'équilibre des analyses. Elle est d'autant plus méritoire qu'elle constitue la première tentative d'importer en France la connaissance organique d'un épisode fondamental de l'histoire italienne, en sortant de tout esprit polémique et en empruntant la voie de la vulgarisation.

Seule remarque face à un tel effort d'éclaircissement, la présence d'environ vingt-cinq erreurs orthographiques dans la rédaction des mots et des noms de familles italiens (plus une locution latine fautive, p. 20, et un lapsus, p. 46 : *Iniziativa alternativa* est en réalité *Iniziativa democratica*).